

Les crédits

Mon parti a semé l'idée de l'assurance-maladie en 1919 et fait adopter la Loi canadienne sur la santé en 1984. Nous ne croyons pas au principe des frais modérateurs. À notre congrès national du mois dernier, nous nous sommes prononcés en faveur de l'universalité, ce que le Nouveau Parti démocratique a complètement oublié, lui dont la mémoire est très sélective.

Ce n'est pas mon parti qui a réclamé des frais modérateurs à son congrès national. Ce n'est pas la direction de mon parti qui a écrit au ministre des Finances pour demander que le gouvernement adopte comme politique l'imposition de frais modérateurs et d'autres frais d'utilisation. En fait, je suis fier de pouvoir dire que, lors d'un voyage récent à Washington, mon chef s'est porté à la défense du régime d'assurance-maladie alors que d'autres gardaient le silence. Même les néo-démocrates n'ont pas ouvert le bec. Ils n'ont rien fait pour nous appuyer. C'est le chef des libéraux qui a osé dire à tous les Américains que le régime canadien était le meilleur.

Quelle hypocrisie de la part du Nouveau Parti démocratique.

Des voix: Où sont-ils donc?

M. Pagtakhan: Ils brillent par leur absence. Si vous ne croyez pas que, en tant que porte-parole du Parti libéral pour la santé, je n'ai ménagé aucun effort pour défendre la Loi canadienne sur la santé, vous devez dormir depuis quatre ans. Je n'ai jamais cessé, en Chambre et ailleurs, de protéger le droit des citoyens aux soins de santé.

J'ai des articles du *Montreal Gazette*, du *North Times* de ma circonscription de Winnipeg-Nord, du *Ottawa Citizen*, du *Winnipeg Free Press*, du *Globe and Mail*, du *Medical Post* et du *St. John's Telegraph-Journal* qui exposent aux Canadiens ce que je pense à ce sujet. N'importe qui, et surtout le député de Surrey-Nord qui a présenté cette motion particulièrement répugnante, peut appeler à mon bureau, et je lui ferai parvenir d'urgence ces coupures de presse.

Je crois sans l'ombre d'un doute, tout comme mes collègues, que l'imposition d'un ticket modérateur privera les pauvres des soins médicaux. Les frais modérateurs n'ont pas leur raison d'être, et leur perception nécessitera une nouvelle structure bureaucratique. En plus d'accaparer les médecins, les infirmières et les administrateurs, ils dissuadent les malades d'aller se faire soigner, retardant ainsi le diagnostic jusqu'à ce que la maladie devienne plus grave et plus difficile à soigner. Il y a lieu de souligner que, au cours des deux dernières décennies,

une étude après l'autre l'a démontré tant au Canada qu'au delà de nos frontières.

Je sais que le député de Surrey-Nord enfourchera son dada, mais ce sont les libéraux qui les premiers ont modifié les modalités des transferts pécuniaires aux provinces, imités en cela par les conservateurs qui l'ont fait cinq fois en huit ans. J'aimerais cependant faire remarquer au député que le Parti libéral, très dynamique, est à l'écoute de son temps et propose des initiatives. Il s'engage encore une fois à respecter le principe libéral de l'assurance-médicale universelle.

C'est un parti qui a fait ce qu'il fallait au bon moment et pour les bonnes raisons. Il n'aurait cependant jamais déglingué le système comme les conservateurs se sont employés à le faire. Le député de Surrey-Nord ne peut pas faire ce genre de comparaison impunément.

Un professeur de sciences politiques de l'Université Yale, Ted Marmor, exprimait récemment son étonnement, au cours d'une entrevue qu'il accordait à une journaliste, Frances Russell, de ce que notre gouvernement et le milieu des affaires puissent croire que la réduction et la privatisation du système des soins de santé seraient une façon de lutter contre le déficit, la baisse de la productivité et la stagnation.

Il dit: «C'est tout le contraire. Le Canada a réussi à offrir un programme d'assurance-maladie complet à toute la population, à offrir des soins de qualité et à débours, pour cela, environ 25 p. 100 de moins de son produit national brut.»

Il précise également que le Canada réussit à maintenir les coûts à un bas niveau sans que le système présente les lacunes et les défauts du système américain.

Le député de Surrey-Nord ne pense-t-il pas qu'il est temps que son parti se rende compte que les libéraux ne présentent pas une menace pour le régime d'assurance-maladie? Nous ne sommes pas l'ennemi, mais le défenseur. Nous voulons que le gouvernement fédéral réaffirme son soutien financier à cet égard. Nous devrions nous unir dans ce but, et non perdre notre temps à débattre de motions aussi absurdes.

Tout le monde à la Chambre sait que les conservateurs fédéraux ne sont pas prêts à reculer sur la question des paiements de transfert. Quelle que soit l'importance des moyens de pression que les provinces ou nous-mêmes exercerons, les conservateurs ne se rendront jamais compte du tort qu'ils causent aux provinces.

Notre objectif est clair. Nous devons faire tomber ce gouvernement dans l'espoir de ressusciter et de préserver notre régime d'assurance-maladie.